



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK - LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale



Michelin amasse des armes dans ses usines.
Le gouvernement emploie la force armée contre les grévistes.

Entre les classes il n'y a pas d'arbitre
c'est une question de force !

ARMEMENT DU PROLÉTARIAT MILICES OUVRIÈRES

DÉBRAYEZ !

Comme à la S. I. M. C. A., les dirigeants ouvriers brisent les luttes des travailleurs de chez Goodrich et des Services Publics sur des promesses ministérielles mensongères ou inexistantes.

Pour barrer la route aux traîtres : Préparation de la grève générale ! Des Conseils d'entreprises (Soviets) ! Un Congrès des entreprises !

Jamais la situation n'apparut en France aussi complexe qu'à présent. Les organisations du Front populaire ont perdu pendant quelques heures le contrôle sur les masses et cela a inquiété aussi bien les possédants que les dirigeants des organisations ouvrières de masse. La grève des services publics de mercredi dernier avait amené la situation en un point critique; le Front populaire a pratiqué une division osée du travail pour tromper les masses. La C.G.T. se hâte de parler au gouvernement; Chautemps refuse et va se cocher; Dormoy fait des promesses, au nom desquelles la grève est arrêtée. Le lendemain, Chautemps affirme n'avoir rien promis... et Dormoy, ne démentant pas, reste à l'intérieur. Or, si la direction de la C.G.T. se trouvait pratiquement en face de deux gouvernements apparemment divergents, ni l'un ni l'autre de ces gouvernements n'avait une puissance sérieuse. La vraie force, elle était aux mains des ouvriers qui avaient arrêté ou perturbé la vie de la capitale.

La C.G.T. agit de plus en plus dans le même sens que le P.C. Quant aux mouvements, Jouhaux renouvelle sa tactique de 1920. Il s'oppose à tout mouvement unanime pour de larges objectifs, il fragmente et éparpille la combativité ouvrière.

La grève des services publics a montré de façon saisissante le caractère instable du gouvernement entre deux forces qui peuvent se précipiter en un laps de temps très court dans la guerre civile.

Le danger le plus grave, c'est que l'organisation de ce qui doit devenir demain le pouvoir ouvrier ne soit pas mise à l'ordre du jour, ne soit pas commémorée. La création de Conseils d'entreprises (de Soviets), leur liaison par un Congrès des entreprises est une tâche urgente, vitale. Nous sommes engagés dans une situation révolutionnaire dont l'issue serait catastrophique si on ne la mène pas jusqu'au bout.

C'est aussi seulement en menant la guerre civile jusqu'au bout que pourra être écartée la menace de guerre. Car seule la révolution en France pourra ramener la volonté de combat des masses travaillantes des pays fascistes et secouer les dictatures qui y sévissent.

Le Front populaire en Espagne a connu environ 5 mois de gouvernement avant que la guerre civile commençât. Il y a déjà 20 mois de gouvernement de Front populaire en France où les ressources de la démocratie étaient plus grandes. Mais nous arrivons au bout du rouleau. Il est temps aux militants révolutionnaires de serrer les rangs autour du programme de la IV^e Internationale. Le P.C.I. les appelle à se joindre à lui; les heures qui viennent seront décisives pour une longue période.

« Souffle républicain »

Notre article « Trahison » reproduisant sensiblement le tract que nous avons publié dans le numéro de la semaine précédente, est lacéré systématiquement par la police qui a reçu des ordres gouvernementaux à ce sujet.

Nos amis riposteront avec nous en s'adressant à nous pour diffuser plus largement notre matériel parmi les travailleurs.

Nos difficultés

Lecteur, tu connais, sans aucun doute, les difficultés financières d'un journal comme le nôtre, journal d'une minorité révolutionnaire qui doit faire des efforts inouïs pour ne pas se laisser écraser par la grande presse.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les imprimeurs ont doublé leurs prix, que les expéditions postales pour un journal ont décollé (de 0,01 à 0,10), que les transports (coils express, etc...) ont atteint des prix astronomiques.

Pour la parution de notre « Commune » réclame encore d'autres efforts que tu dois connaître et auxquels nous voudrions t'associer plus étroitement.

Nous avons dû pour cela parer à la panne des lios (grève du gaz), suppléer par nos propres moyens au manque de metteurs en page, ce qui, en plus du travail, nous a occasionné une sortie de fonds qui alourdi notre budget et nous oblige, cette semaine, à faire paraître la « Commune » sur deux pages.

LA GRÈVE GOODRICH

CHAUTEPS-LE-STAVISKEUX a arbitré le conflit Goodrich. Deux mille travailleurs ont fait grève pendant près de trois semaines, ils ont vu la garde mobile s'apprêter à les évacuer de force, ils ont vu la solidarité ouvrière se manifester avec puissance, les usines débrayant à l'appel des sirènes pour se joindre à eux contre les forces armées du capital. Et puis, parce qu'ils ont eu la naïveté de croire qu'entre eux et le capital il pouvait y avoir une puissance impartiale, neutre, susceptible de se prononcer en vertu d'une justice abstraite, détachée des préoccupations sociales, les ouvriers de Goodrich, à qui de tels mensonges avaient été versés largement par les dirigeants responsables des syndicats, ont accepté d'évacuer l'usine pour qu'elle soit « neutralisée » et ils ont attendu des jours et des jours jusqu'à ce que Chautemps — qui avait renoncé à la force armée parce qu'il n'aurait pu obtenir l'évacuation — « arbitra ».

L'arbitrage ? Jamais on ne vit plus de cynisme en aussi peu de phrases. Il y avait le cas de l'ouvrier Rivinoff, renvoyé parce qu'il aurait branché un écouteur dans le bureau patronal. Vous n'avez pas commis, déclare Chautemps dans sa sentence, un tel acte attentatoire à votre honneur (?), mais c'est un droit du patron de vous renvoyer pour d'autres motifs.

Il y avait des litiges sur le système de travail Bedeaux; cela sera examiné plus tard, arbitre le staviskeux.

La direction veut enfin chasser 52 ouvriers pour fait de grève. Ça n'entre pas dans l'objet de mon arbitrage, conclut Chautemps.

Mais les ouvriers de Goodrich n'ont pas dit leur dernier mot. L'ensemble de la classe ouvrière veut lutter pour ses intérêts de classe et pas pour la bureaucratie stalinienne. A Colombes-Argenteuil, une minorité encore petite, mais pleine d'espoirs, se dresse pour résister aux trahisons organisées par les chefs des partis socialiste et stalinien.

(Suite page 2.)

LA FARANDOLE ARLÉSIENNE

Trahison des luttes ouvrières, Préparation à l'union sacrée

DE Villeurbanne à Arles, deux années se sont écoulées pendant lesquelles se sont produits des événements d'une importance formidable : la grève générale de juin 1936, les procès de Moscou, la guerre en Espagne, la guerre en Extrême-Orient, des luttes considérables en France (événements de Chichy, grèves dans toutes les régions et dans toutes les corporations), des révoltes dans les pays coloniaux... Jamais époque ne fut aussi dense d'événements, jamais dangers plus grands ne planèrent sur le monde. Rien ne permettait donc de mieux marquer ce qu'est la dégénérescence, la trahison, la pourriture interne que ce qui s'appelle « Congrès » pour le parti formé il y a 17 ans par l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Certes, le Congrès d'Arles n'apporta rien de plus que ce que l'activité quotidienne du Parti Communiste nous révèle. Mais il mit mieux en lumière les caractéristiques du parti stalinien et c'est à ce titre que nous relevons dans cet article : nous voulons montrer à côté des efforts puissants que développe la classe ouvrière pour sa libération, au moment même où la banlieue ouest s'oppose à l'évacuation de l'usine Goodrich, au moment où les services publics parisiens s'arrêtaient avec une unanimité sans précédent, comment l'appareil stalinien se borne à un coup de chapeau symbolique aux ouvriers en lutte, mais veut orienter toute cette puissance prolétarienne dans la voie du chauvinisme. On n'a que l'embarras du choix, on est seulement surpris, malgré tout, que tant d'infamies et tant de grossièretés puissent être avalées par la classe ouvrière.

DE LETUDE DES QUESTIONS AUX REJOUISSANCES

La tradition léniniste exige l'étude minutieuse des problèmes. Dans le domaine des congrès des partis, la tradition léniniste consistait dans un examen sérieux de la situation économique et politique. Nous avons en

blée générale. Malgré son silence, une minorité d'ouvriers vota encore contre l'évacuation.

APRÈS L'ÉVACUATION
Même après l'évacuation, la combativité restait telle que les dirigeants syndicaux, Hénaff le premier, se collaient comme de mous-sesonges sanguinaires, à la tête de la magnifique lutte. Ainsi, Hénaff pouvait dire à la réunion du mardi 4, au Gymnase municipal d'Argenteuil, devant plus de 3.000 prolétaires, qu'ils étaient décidés, lui et les autres, à ne plus céder aux menaces de chantage du gouvernement de Front populaire. Et, ajouta-t-il, nous sommes à la croisée des chemins. Par des phrases détournées, il promit aux ouvriers d'employer à brève échéance l'arme de la grève générale si le patronat ne s'inclinait pas.

En vérité, ce sont les ouvriers de chez Goodrich qui, ce soir-là, manifestaient leur ferme intention de ne pas se laisser faire, de n'accepter aucune sanction pour fait de grève, quelle que soit la décision de l'arbitrage de Chautemps.

Qui aurait osé attaquer et maltraiter le gouvernement du Front populaire comme Hénaff et Waldeck-Rochet, député stalinien, l'ont fait ce soir-là, se serait fait traiter, il y a quelques jours, de diviseurs de la classe ouvrière, de trotskystes et d'agents de la Gestapo. Mais, maintenant, les staliens essayent d'utiliser les batailles ouvrières qu'ils ne peuvent plus freiner, comme un tremplin à la formation d'un gouvernement, soi-disant à l'image du Front populaire qui, s'il ne tient pas les promesses faites aux travailleurs, pourra au moins donner satisfaction en politique extérieure au « soleil des prairies », Staline.

Mais les ouvriers de Goodrich n'ont pas dit leur dernier mot. L'ensemble de la classe ouvrière veut lutter pour ses intérêts de classe et pas pour la bureaucratie stalinienne. A Colombes-Argenteuil, une minorité encore petite, mais pleine d'espoirs, se dresse pour résister aux trahisons organisées par les chefs des partis socialiste et stalinien.

(Suite page 2.)

Le dernier cadeau du Front Populaire :

L'augmentation des loyers

Les locataires répondront-ils par la grève des loyers ?

AVANT de s'en aller en vacances, les deux Chambres à majorité Front Populaire ont laissé aux locataires des étrennes qui combient d'aise les vœux de la propriété bâtie.

Le seul décret favorable, parmi tout un train d'impositions et de prélèvements dont le ministre Laval gratifia les travailleurs, vient d'être abrogé par la Chambre et le Sénat qui prennent effectivement la défense des propriétaires, sous le signe du respect de la propriété privée.

La suppression des 10 % de réduction des loyers atteint tous les locataires et accélérera cette course effrénée de la vie toujours plus chère. Aucun obstacle ne se dresse plus sur le chemin de l'insatiable appétit des propriétaires des locaux « d'après-guerre ». Ils vont profiter de cette atmosphère de hausse de la vie pour spéculer davantage sur la crise des logements qui n'a cessé d'exister et pour augmenter les loyers du droit commun, non seulement de 10 % mais peut-être de 15, 20, 25, 30 %, car aucun texte de loi ne limite maintenant leurs droits et leurs prérogatives.

Les locataires protégés par la loi de juin 1929 voient leurs prolongations prolongées, par paliers, de plusieurs années. La date extrême est fixée à juillet 1943.

La majoration du loyer qui était de 150 % par rapport à 1914, vient d'être fixée à 180 %. Ces locataires subiront, à partir de janvier, s'ils paient à terme à échoir, une augmentation de 30 % sur la valeur locative de 1914, à laquelle s'ajoutera la suppression des 10 % du décret Laval. Ils déboursent donc une somme de 25 % supérieure à celle du juillet précédent et subiront annuellement, dès juillet 1938, une nouvelle augmentation de 10 % sur le loyer de 1914.

Voilà le dernier cadeau du Front Populaire. La Fédération des Locataires avait, avant le vote, édité une affiche avec le mot d'ordre de la GREVE DES LOYERS. Ce mot d'ordre est excellent. Mais il faut préparer cette GREVE DES LOYERS. Il faut que les locataires s'organisent par maisons pour battre en brèche les revendications des vauvours.

Les partis socialiste et communiste vont arguer de leur vote contre les mesures adoptées par le Parlement. Leurs « amis radicaux » ont montré une fois de plus leur dévouement à la cause de la propriété capitaliste. Vont-ils, par leur silence et leur inaction, montrer que leurs votes ne sont que des alibis électoralistes ?

(Suite page 2.)

D'une semaine à l'autre

DEUX discours cette semaine : le premier prononcé par Setsugu, ministre de l'Intérieur japonais, le second par Roosevelt. Toute la presse parle de la grande portée qu'auront ces interventions, les grands mots affluant : paroles décisives, etc...

En vérité, ces deux discours ne nous apprenent rien de nouveau : d'une part, le Japon du plan Tanaka (1927) renouvelé, par la bouche de l'un de ses hommes d'Etat, ses appétits insatiables d'impérialisme; d'autre part, Roosevelt rappelle que l'impérialisme américain ne se laissera pas dépouiller de ses marchés mondiaux sans résister. La seconde intervention est bien dans la même ligne hypocrite américaine, chère à Wilson en 1918, et c'est au nom de la démocratie qu'est menée la défense des intérêts acquis.

Bien entendu, les grands partis qui se déclarent de la classe ouvrière font semblant de tomber dans le panneau; aucun ne rappelle qu'il s'agit des marchés de l'Amérique latine et de la Chine, menacés par le Japon et l'Allemagne; quand on prépare la guerre et l'union sacrée, il vaut mieux aider les peuples à s'exercer sur des idéologies bourgeoises que chercher à leur ouvrir les yeux.

Les Etats-Unis, peu pressés de s'embarquer dans un conflit mondial, ne seraient pas non plus fâchés de susciter des difficultés intérieures aux fascistes et particulièrement au Japon où les divisions internes sont grandes. La grande tirade en faveur du retour à la démocratie, seule condition de la paix mondiale, n'a pas d'autre objet que de faciliter les oppositions en Italie, au Japon, au Brésil, et de préparer, au nom de l'union, face au danger extérieur, la classe ouvrière américaine à accepter les restrictions que la crise renais-sante va lui imposer, le discours Roosevelt est aussi une « opération » intérieure.

Ainsi, en période impérialiste, l'intervention des rivaux se fait à la fois sur le plan extérieur et intérieur. L'attitude du prolétariat doit être ferme : ne connaître dans tout cela que ses intérêts de classe, que les intérêts de la révolution mondiale, qui résident, avant tout, dans la fraternisation des opprimés contre leurs exploiters, quelle que soit l'étiquette démocratique ou fasciste de ceux-ci.

Il serait, en tous cas, faux d'imaginer que la déclaration de Roosevelt signifie, à la réalisation d'un bloc anglo-américain. Encore une fois, même dans le cas d'une guerre mondiale, l'Amérique serait du même côté que l'Angleterre, l'Amérique n'oublierait pas l'un de ses buts de guerre : affaiblir Londres, conquérir les marchés anglais (Indes, Australie, etc., etc...).

En Chine, les Japonais continuent leur avance; leurs conditions de paix communiquées à Tchchang-Kai-Chek par l'ambassadeur d'Allemagne ne laissent subsister aucun doute quant à leur volonté de coloniser les plus riches secteurs chinois. Mais il faut se rappeler les conditions japonaises : la lutte continue. Tchchang-Kai-Chek n'a aucune illusion sur l'issue de la guerre; il sait que l'armée chinoise court à une défaite inévitable si aucune grande puissance n'intervient en sa faveur. Dans une importante déclaration, Tchchang-Kai-Chek a laissé entendre que, devant l'abs-tention anglo-américaine, l'armée en lice de l'U.R.S.S. pourrait seule assurer la victoire de la Chine.

Les intentions de Staline à cet égard sont mal connues; il est à peu près certain qu'il penche pour l'intervention rapide; il ne voudrait pas cependant que l'U.R.S.S. s'engage en tête la première. Toute la politique stalinienne vise, au contraire, à encourager l'intervention des démocraties, promettant le concours sans réserve de l'U.R.S.S. à leurs entreprises. Il semble de plus en plus que la situation internationale et les dangers d'isolement de l'U.R.S.S. qui se multiplient à mesure que nous poussons Staline à hâter les choses; l'attitude d'opposition parlementaire prise brusquement en France par le P.C.F. sur certaines questions, vise certainement à exercer une pression sur le capitalisme français, pour l'obliger à préciser en faveur de l'U.R.S.S. sa politique très luyovante.

En Espagne. — Nous avons signalé, la semaine précédente, que la prise de Teruel ne constituerait aucun succès stratégique important tant que tout le saillant dont Teruel n'est qu'une pointe ne serait pas réduit — les événements nous ont donné raison et nous ceux qui pour les besoins de leur politique de bluff, faisaient de la prise de Teruel un événement considérable prouvant la supériorité de l'armée républicaine, maintenant « disciplinée » (après les massacres de révolutionnaires) doivent aujourd'hui déchanter. La volonté révolutionnaire des masses en Espagne ayant été brisée, la désagrégation des troupes espagnoles et marocaines qui hâtent pour Franco n'a pu être effectuée; la fameuse république espagnole cherche la victoire sur le plan militaire seulement.

Mais, sur ce plan, abandonnée par les grandes démocraties capitalistes, la république est vaincue d'avance, parce que les alliés fascistes de Franco sont plus actifs et assurent une supériorité matérielle réelle à leur complet. Des renforts importants renforcés italiens seraient prêts à partir en janvier d'après certains (en février, selon d'autres) pour donner en Espagne un dernier coup de boutoir (on parle de 40.000 hommes avec un matériel considérable). Comment les républicains pourront-ils résister sans l'appui d'une armée étrangère à ce nouvel effort ? Mais la seule alliée en Espagne, c'est l'armée française; mondiale hâtant ou en prévision d'une guerre mondiale imminente ou au cours même de la guerre mondiale.

(Suite page 2.)

Abonne-toi
Fais des Abonnés
Jusqu'au 1^{er} Février
l'abonnement reste à l'ancien tarif.

- VENDEREDI 24
Exposition de l'arbre de Noël.
- SAMEDI 25
10 heures. — Arbre de Noël. — Distribution des jouets.
- 11 heures. — Ouverture de l'Exposition du Travail.
- 13 heures à 16 heures. — Fête aux Arènes : Défilé de Gardians et Arlésiennes à cheval; Farandoleurs et Bateleurs en tenue; Farandoles; Courses de taureaux cocardiers avec primes; Jeu des Oranges; Allocutions de Marcel CACHIN et Maurice THOREZ; Jeu de l'Épervier par les Gardians; Fantasia et saut final par les Cavaliers; Participation de Masques; Tauxaux de la Manade de Baronnell-Janon.
- 18 h. 30. — Séance inaugurale du Congrès.
- Dans les jours suivants, le temps consacré au débat est chaque fois plus réduit pour faire place à des distractions :
- LUNDI 27
Soirée. — Théâtre Municipal d'Arles : « L'Arlésienne » de A. Daudet, musique de Bizet, par le troupe du Théâtre National de l'Odéon. Cinéma Femina. — « Le Temps des Cerises », « Terre d'Espagne », « La Vie d'un Homme » (en hommage à Paul Vaillant-Couturier).
- MARDI 28
Matin. — Excursions : 1. Montmajour, Fontvieille, Les Baux, Saint-Rémy. 2. Tarascon, Beaucaire, Pont-du-Gard. 3. Nîmes. 4. Camargue, Etang de Vaccarès, Saintes-Maries.
- Pour ces excursions, s'inscrire aux chefs de délégation avant 12 heures, le Dimanche 26.

(Suite page 2.)

